

COMITE DU SECOURS POPULAIRE DE ROUBAIX  
SPF ROUBAIX

61 RUE WINSTON CHURCHILL  
59100 ROUBAIX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS AU 31/12/2025

Aux membres du Comité

## 1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Association SPF ROUBAIX, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

## 2. FONDEMENT DE L'OPINION

---

### 2.1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### 2.2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### 2.3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de méthode comptable » relative à la première application du règlement ANC N°2022-06 ainsi que sur la valorisation des contributions volontaires en nature.

### 3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

---

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration des comptes annuels, du Compte par Origine de Destination et du compte d'emploi annuel des ressources, sont conformes au plan comptable interne de l'Union du Secours Populaire Français et aux règles de gestion validées par son conseil d'administration, en respect des réglementations en vigueur, ainsi qu'aux dispositions du règlement CRC 2018-06 et qu'elles ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### 4. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A la date de signature du présent rapport, nous n'avons pas eu connaissance des documents à caractère financier remis par le Bureau, en vue de l'Assemblée Générale.

### 5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels sont arrêtés par le Bureau.



## 6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur



les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PARIS, le

**Jérôme SZLIFKE**

**Commissaire aux Comptes**

Signé par Jerome Szlifke  
Le 11 mai 2026

*Jérôme SZLIFKE*

doc\_3eOB  
tx\_DM8mZvdXvX0v

# Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	80 793		80 793	80 793
	Constructions	1 166 507	229 272	937 235	726 792
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	3 075	1 709	1 366	875
	Autres immobilisations corporelles	453 044	334 965	118 079	144 640
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes	11 326		11 326	151 326
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	53 506	53 100	406	53 556
	Autres immobilisations financières	6 957		6 957	6 957
<b>TOTAL (II)</b>		<b>1 775 208</b>	<b>619 046</b>	<b>1 156 162</b>	<b>1 164 939</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				6 000
	<b>CREANCES (2)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 465		3 465	15 221
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	77 250		77 250	212 314
	Charges constatées d'avance	17 243		17 243	26 648
	<b>Valeurs mobilières de placement</b>	111 001		111 001	310 776
	<b>Instruments financiers et jetons détenus</b>				
	<b>Disponibilités</b>	215 030		215 030	119 279
<b>TOTAL (III)</b>		<b>423 989</b>		<b>423 989</b>	<b>690 237</b>
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	<b>TOTAL ACTIF (I à VII)</b>	<b>2 199 197</b>	<b>619 046</b>	<b>1 580 151</b>	<b>1 855 177</b>

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

60 113

10 513

(2) dont créances à plus d'un an

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	424	424
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	507 738	420 515
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	114 622	87 223
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>622 783</b>	<b>508 162</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>		
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>622 783</b>	<b>508 162</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	1 854	19 577
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	242 359	280 576
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	127	277
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>	<b>244 340</b>	<b>300 431</b>
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions</b>		
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	503 330	553 051
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	123 487	260 223
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	52 458	72 251
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 136	59 061
	Produits constatés d'avance (1)	32 617	101 998
	<b>Total des dettes</b>	<b>713 028</b>	<b>1 046 584</b>
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 580 151</b>	<b>1 855 177</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	114 621,62	87 222,97
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	260 022	543 255
	(2) Dont emprunts participatifs		



# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	3 666	5 347
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	16 096	18 866
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	412 042	574 818
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	5 094	5 786
	Mécénats	15 000	30 050
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	27 481	18 759
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		6 741
	Utilisations des fonds dédiés	300 431	367 330
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 913	
	Autres produits	1 312 154	1 361 167
Total des produits d'exploitation		2 093 876	2 388 863
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	178 147	202 808
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	609 324	648 264
	Aides financières	95 175	147 954
	Impôts, taxes et versements assimilés	27 742	33 246
	Salaires	545 241	741 990
	Cotisations sociales	78 606	102 687
	Dotation aux amortissements et dépréciations	112 959	102 744
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	244 340	300 431
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	29 690	13 304
Total des charges d'exploitation		1 921 224	2 293 428
RESULTAT D'EXPLOITATION		172 651	95 435

# Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		172 651	95 435
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 434	3 702
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		1 434	3 702
CHARGES FINANCIERS	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	53 100	
	Intérêts et charges assimilées	6 364	6 961
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		59 464	6 961
RESULTAT FINANCIER		(58 030)	(3 258)
RESULTAT COURANT avant impôts		114 622	92 177
Produits exceptionnels			325
Charges exceptionnelles			5 279
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(4 954)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		2 095 310	2 392 890
TOTAL DES CHARGES		1 980 688	2 305 667
EXCEDENT ou DEFICIT		114 622	87 223
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		4 237 371	2 452 517
Prestations en nature			17 650
Bénévolat		3 083 038	1 580 710
TOTAL		7 320 409	4 050 877
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature		4 237 371	2 452 517
Mise à disposition gratuite de biens			17 650
Prestations		3 083 038	1 580 710
Personnel bénévole			
TOTAL		7 320 409	4 050 877



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 580 151** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 095 310** euros et un total **charges** de **1 980 688** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **114 622** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.  
Il a une durée de **12** mois.

## OBJET SOCIAL DE L'ENTITÉ ET PÉRIMÈTRE DES MISSIONS SOCIALES

Jour après jour, ici comme ailleurs, le Secours populaire, association reconnue d'utilité publique, agit pour un monde plus juste et plus solidaire, en permettant à chacun de s'émanciper et trouver sa place de citoyen, là où il vit, travaille ou étudie. Issu du peuple, animé par lui, mobilisé pour lui, le Secours populaire promeut une relation d'égal à égal véritablement unique et un accueil inconditionnel. Présent partout, au bout de la rue comme au bout du monde avec son réseau de partenaires, il valorise systématiquement l'initiative comme mode d'action. Il peut ainsi agir tout de suite pour soulager ceux qui souffrent : actions d'urgence pour pallier les problèmes immédiats, actions dans la durée, parce que l'homme doit être pris en compte dans toutes ses dimensions. Bénévoles comme partenaires, entreprises et donateurs, adultes comme enfants dès le plus jeune âge... tout le monde est invité à passer à l'action et chacun apprend à s'émanciper, à tourner la page, à vivre la solidarité jour après jour. Ancré sur la vision d'un monde plus solidaire, le Secours populaire s'abstient de tout clivage : il rassemble au contraire et crée du lien autour des valeurs partagées. Son engagement est un combat. Un mode d'action. Il est sur le pont. Là où ça bouge. Là où ça compte. Il a, tout naturellement, un rôle de vigie vis-à-vis des pouvoirs publics.

## MOYENS MIS EN ŒUVRE

Le Secours populaire est une association de terrain, indépendante et décentralisée.

En France comme dans le monde entier, il agit là où vivent, travaillent ou étudient les acteurs locaux, animés par ses valeurs. Construite au fil du temps, son organisation a été conçue pour laisser s'exprimer toute la diversité des réalités locales :

- À l'étranger, l'action est menée par son réseau d'organisations partenaires indépendantes, attachées à permettre à chacun de trouver sa place de citoyen et de s'émanciper.
- En France, l'indépendance de l'association est tout aussi grande quel que soit l'échelon considéré. Les comités, fédérations disposent ainsi d'une totale autonomie d'action et de gestion dans le respect des règles et orientations communes. Ils constituent d'ailleurs des entités juridiques.

L'association du Secours Populaire Français, Comité de Roubaix, a été créé en 2010. Depuis, le comité a ouvert 2 annexes : Wattrelos en 2015 et Croix en 2017.

Il a acquis en décembre 2019 un bâtiment de stockage qui a également permis de développer de nouvelles actions.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## 1. Faits majeurs de l'exercice

### Evénements principaux de l'exercice

Les travaux en cours représentant 150 K€ au 31/12/2024 sur le bâtiment Turgot se sont terminés sur l'exercice. Ils ont été activés pour un total de 270 K€ en mai 2025 et non décomposés s'agissant principalement d'installations, agencements et aménagements. L'année 2025 enregistre également la fin du projet pluriannuel Famous subventionné par Erasmus.

## 2. Principes, règles et méthodes comptables

### 2.1. Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- ♦ le bilan,
- ♦ le compte de résultat,
- ♦ l'annexe.

### 2.2. Méthode générale

#### • Référentiel comptable utilisé

Les Comptes Annuels ont été établis et arrêtés conformément aux règlements ANC 2014-03, ANC 2018-06 (précisés et amendés par les règlements 2020-08, 2021-02 et 2022-04) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et ANC 2022-06 du 6 novembre 2022 (complété des règlements ANC 2023-01 et ANC 2023-03) relatif à la modernisation des états financiers et applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 (voir paragraphe Changement de méthode comptable).

Par ailleurs, le Secours Populaire Français dispose, pour la production de ses comptes annuels, d'un plan de compte général et analytique spécifiques et de règles de gestion propres, validées par son Conseil d'Administration et applicables à l'ensemble de l'Union ; dans le respect des réglementations comptables en vigueur.

#### AUTRES INFORMATIONS

Informations sur l'entité qui établit les états financiers combinés (Art. 831-4)	
Entité établissant les états financiers combinés de l'ensemble le plus grand d'entités dont l'entité fait partie en tant qu'entité contributrice	Secours Populaire France – Association Nationale
	9 – 11 Rue Froissart 75 140 Paris
	Inscription RNA : W751227400

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- **Application des conventions comptables**

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles générales d'établissement et de présentation prévues par la réglementation comptable applicable

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## 2.3. Changement de méthode d'évaluation et de présentation

- **Changement de réglementation - Première application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.**

La première application du règlement ANC N°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers constitue un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du Plan Comptable Général.

Les modalités de mise en œuvre de ce règlement, y compris les dispositions spécifiques à la première application, sont définies à l'article 27 dudit règlement.

En particulier, les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Les principales informations nécessaires à la compréhension des changements de présentation induits par cette première application sur les états financiers de la Fédération du NORD sont les suivantes :

- Les cessions d'immobilisations réalisées au cours de l'exercice 2025, pour un produit de cession de 1913 € et une valeur nette comptable des immobilisations cédées de 0 €, soit un impact net de 1903 €, sont désormais comptabilisées dans le résultat courant, alors qu'elles étaient antérieurement présentées en résultat exceptionnel.

- Au titre de l'exercice 2024, les charges et produits exceptionnels, précédemment présentés sur plusieurs lignes, ont été regroupés sur les lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles », sans réexamen de leur qualification au regard de la nouvelle définition issue du règlement ANC n° 2022-06.

- Les comptes de transferts de charges relatifs à l'exercice 2024, figurant sur la ligne « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions », concernent des avantages en nature salariés et des remboursements de formation pour un montant de 6 741 €.

À compter de l'exercice 2025, ces montants sont enregistrés en moins des salaires pour un



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

montant de 1 803 € et en moins des autres achats et charges externes pour 4 055 €.

## • Valorisation des contributions volontaires en nature

Au regard de la décentralisation et de la particularité du Secours populaire français qui est avant tout une association de bénévoles avec des fonctions très diverses et notamment d'encadrement, le taux horaire a été revalorisé sur la base du SMIC horaire majoré de 50 % + taux de charges sociales de 50 %. Cette nouvelle règle de gestion a été entérinée par le Conseil d'Administration du 12/11/2025. Auparavant, les heures de bénévolat étaient valorisées au SMIC chargé.

Valorisation du bénévolat selon l'ancienne méthode (A)	Valorisation du bénévolat à compter de l'exercice 2025 (B)	Ecart en euros (B)-(A)
2 280 272 €	3 083 038 €	802 766 €

## 2.4. Durée de l'exercice et date de clôture

Le comité produit ses comptes annuels sur un exercice de 12 mois courant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

## 2.5. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est à dire prix d'achat et frais accessoires.

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs sont incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles éligibles.

Les immobilisations obtenues à titre gracieux sont enregistrées selon la valeur vénale du bien correspondant à la valeur qui aurait été acquittée dans des conditions normales de marché.

Le comité de Roubaix a appliqué la réglementation concernant les actifs et en particulier les immobilisations; ce qui l'a amené à pratiquer la décomposition de son immeuble.

Ainsi, sur l'exercice 2019 et suite à l'achat de l'immeuble rue Turgot à Roubaix a été faite la distinction entre la valeur du terrain et celle de la construction.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Durées de vie usuelles des immobilisations incorporelles :

La durée d'amortissement s'évalue au cas par cas.

## Durées de vie usuelles des immobilisations corporelles :

Libellé	Durée d'amortissement
Installation générale, agencements...	De 5 à 20 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	2 à 5 ans
Matériel de bureau	De 5 à 10 ans
Mobilier	De 2 à 10 ans
Installations techniques	De 3 à 10 ans

Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Le plan d'amortissement peut être modifié en cours de vie de l'immobilisation en cas de dépréciation ou en cas de modification significative de l'utilisation du bien.

## Les durées d'amortissement des composants des immeubles sont les suivantes :

Composant	Durée d'amortissement
Structure de l'immeuble	50 ans
Électricité	10 à 25 ans
Plomberie	25 ans
Ascenseur	NA
Menuiseries extérieures	20 à 25 ans
Menuiseries intérieures	15 à 20 ans
Chauffage collectif/individuel	5 à 20 ans
Étanchéité (enduit)	20 à 25 ans
Ravalement et amélioration	20 à 25 ans

## Dépréciation des immobilisations :

Une dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles se doit d'être comptabilisée lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Une dépréciation des immobilisations financières est constatée lorsque la valeur présente un risque de non recouvrement.

## 2.6. Méthodes d'évaluation et de dépréciation des stocks et des créances

Les stocks doivent être comptabilisés à leur valeur d'achat figurant sur la facture.

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation du stock est éventuellement constatée.

Les créances sont valorisées à leur valeur historique. Au cas par cas, elles donnent lieu à la constitution d'une provision si leur recouvrement apparaît compromis.

La fédération inscrit dans son compte de résultat les produits non reçus au 31 décembre mais imputables à l'exercice et dont le montant est certain.

En contrepartie, ces produits donnent lieu à l'enregistrement de créances à l'actif du bilan.

## LES STOCKS LIES A L'ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES FINANCE PAR DES DOTATIONS FINANCIERES

Le Conseil d'Administration du 17 février 2024 a adopté une décision de gestion pour l'ensemble des structures du Secours populaire français concernant la méthode de comptabilisation de ces stocks non distribués à la clôture de l'exercice :

- Ne pas constater les écritures de variation de stocks,
- Ne constater des fonds dédiés que dans le cas où la dotation versée par l'Association Nationale n'est pas entièrement consommée à la clôture de l'exercice,
- De procéder à un recensement des produits non distribués à la clôture de l'exercice et d'indiquer dans l'annexe des comptes la valorisation du stock non distribué au 31/12/2025 dans la rubrique engagements hors bilan.

## 2.7. Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produits d'exploitation au titre de l'exercice au cours duquel la décision d'octroi est notifiée à l'entité.

Les subventions pluriannuelles d'exploitation reçues ou attribuées, sont rattachées aux comptes de l'exercice selon la méthode du prorata temporis.

Lorsque ces subventions concernent des exercices ultérieurs, la part non rattachable à l'exercice est comptabilisée en produits constatés d'avance.

S'agissant des subventions d'exploitation dédiées, la fraction non consommée à la clôture de l'exercice des subventions reçues ou attribuées est enregistrée en fonds dédiés.

En conséquence, le résultat de l'exercice ne prend en compte que la quote-part des subventions d'exploitation effectivement consommée au cours de l'exercice.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## 2.8. Subventions d'investissements

Elles s'enregistrent au regard du montant inscrit sur la notification ou convention de subvention.

Quelle que soit la nature du bien financé par des subventions d'investissements, la quote-part de la subvention est reprise au compte de résultat.

« Les dotations aux amortissements » de la subvention s'effectuent de manière globale (50 ans pour la structure d'immeuble).

Les nouvelles règles de gestion concernant les amortissements de celles-ci sont les suivantes :

- ✓ Si la ou les subventions d'investissement représentent plus de 50% du bien financé, application de l'amortissement par la méthode des composants
- ✓ Si la ou les subventions sont comprises entre 10% et 50% du montant de l'investissement, amortissement sur 25 ans
- ✓ Si la ou les subventions représentent moins de 10% de l'investissement, amortissement sur 10 ans.

Les règles ci-dessus s'appliquent également au mécénat et contributions financières pour investissement.

## 2.9. FONDS REPORTES SUR LEGS ET DONATIONS

La gestion des legs est dévolue à l'Association Nationale par la charte de gestion. De ce fait, les seuls produits issus des libéralités sont reversés aux structures décentralisées sur présentation et validation d'un projet d'utilisation (CA du 19/12/2020).

Le Comité n'est donc pas concerné par cette rubrique.

## 2.10. Fonds dédiés : Opérations partiellement exécutées à la clôture de l'exercice

Les fonds dédiés qui ne sont pas entièrement utilisés au cours de l'année N dans le cadre des opérations pour lesquelles ils ont été collectés, sont inscrits en charges sous la rubrique « report des fonds dédiés » afin de constater l'engagement pris par la Fédération de poursuivre les réalisations des dits projets avec comme contrepartie du passif du bilan la rubrique « fonds dédiés et reportés ».

De même, les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés et reportés » sont reprises en produits du compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

engagements, par le crédit du compte « utilisation des fonds dédiés ».

La réforme comptable a reprécisé la nature des financeurs dont les produits réceptionnés par le Secours populaire Français pouvaient faire l'objet de report en fonds dédiés dont la liste est la suivante :

- ✓ Les autorités administratives ou établissements public dont les fonds perçus sont enregistrés en « subventions »
- ✓ Les dons des particuliers
- ✓ Les dons des entreprises ou « mécénat »
- ✓ Les dons reçus des autres organismes de droit privé (fondations et associations) ou « contributions Financières des fondations et associations

Les fonds pouvant être reportés ne doivent pas se confondre avec l'objet social de l'association.

Ainsi, les fonds collectés lors campagnes « Pauvreté Précarité » et « Pères Noël verts » ne font plus l'objet de fonds dédiés étant donné que ces appels aux dons se confondent avec l'objet social de l'association.

## 2.11. Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques est constituée pour couvrir des risques que des événements survenus durant ou en cours d'exercice rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

## 2.12. Indemnités de départ à la retraite

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite mentionné dans l'annexe ne fait pas l'objet d'enregistrement comptable.

## 2.13. Contributions volontaires en nature ou solidarité matérielle

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- ◆ Dons en nature neuf: nourriture, vêtements, marchandise, produits d'hygiène, jouets....
- ◆ Prestations en nature : places spectacles, affichage publicité, activités sportives....
- ◆ Mise à disposition de locaux et de personnes.
- ◆ Bénévolat.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le comité de Roubaix bénéficie de contributions volontaires en nature qui sont présentées, en pied de compte de résultat pour un montant de 7 320 409 €.

## **Dons en nature et prestations gratuites :**

- La collecte de marchandises et de services auprès des personnes morales (entreprise, fondations, associations, collectivités, institutions, Etat, etc), fait l'objet de documents écrits stipulant notamment la nature des biens ou services, leur quantité et leur prix. Ces informations sont reprises dans le bilan de solidarité matérielle.

- Les dons en nature :

Compte-tenu de la part significative que représente la collecte de biens et articles par les bénévoles du SPF, leur valorisation est essentielle.

Le SPF fait figurer ces informations à deux endroits distincts dans ses comptes annuels :

\*Au pied du compte de résultat – dans le compte d'emploi des ressources quand il s'agit de biens neufs faisant l'objet de justificatifs fournis par des personnes morales. Ces biens sont alors valorisés en euros.

\*Dans l'annexe de ses comptes pour ce qui concerne les biens d'occasion. Ces biens concourent à la solidarité que mettent en œuvre les bénévoles du comité pour soutenir les personnes accueillies.

Le comité n'a pas recensé les dons en nature usagés reçus en 2025

## **Bénévolat :**

L'implication des bénévoles est évaluée à partir du nombre d'heures de bénévolat et valorisée au regard des missions accomplies durant ces heures.

Le temps passé par les bénévoles est recensé au moyen des heures déclarées. Les heures sont valorisées selon un taux horaire moyen de 26,73 € pour 2025.

## **Les mises à disposition :**

Elles concernent des biens mobiliers, immobiliers et la mise à disposition de compétences. Elles sont inscrites dans les contributions volontaires en nature pour le montant de la convention de mise à disposition ou de tout autre justificatif probant.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## **Les heures consacrées à la tenue des instances statutaires :**

Elles ne sont pas valorisées dans les comptes annuels. Etant donné leur importance fondamentale dans la vie et le développement de l'association, elles sont évaluées chaque année dans l'annexe des comptes.

Pour 2025, le volume horaire a été évalué à 20 heures.

### **2.14. Compte d'emplois des ressources**

Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du Public, figure dans l'annexe des comptes annuels. Il est établi conformément au Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Le taux maximal de prélèvement sur les ressources pour financer l'organisation est de 0%.

### **2.15. Evénements postérieurs à la clôture**

Néant

## **3 Informations complémentaires**

### **3.1 Rémunérations des dirigeants**

Les 3 plus hauts cadres dirigeants sont : le secrétaire général et la trésorière en charge de la vie associative. Les mandats d'élus étant bénévoles, ils ne perçoivent ni rémunération, ni avantage en nature.

Le montant cumulé des rémunérations perçues en 2025 par les élus au conseil d'administration disposant par ailleurs d'un contrat de travail et salariés à ce titre s'élève à 69 573 €.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## 3.2 Honoraires des Commissaires aux comptes

Honoraires des commissaires aux comptes	
Honoraires afférents à la certification des comptes	10 368 €

## 3.3 Engagements hors bilan

### 3.3.1 Engagement pris en matière de retraite

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 2 999,36 €.  
Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

Méthode retenue :

- . Indemnité prévue par le code du travail
- . Taux d'actualisation : 3,96 %
- . Taux d'évolution : 1%
- . Taux de rotation moyen sur 3 ans : 0%
- . Age de départ à la retraite : 64 ans

### 3.3.2 Crédit-bail

Néant

### 3.3.3 Engagements donnés

Hypothèque légale spéciale ou privilège sur immeuble à usage commercial sur le prêt long terme de 750 000 € à l'origine pour l'acquisition immobilière de 2019 ; capital restant dû au 31/12/2025 : 530 330 €.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## 4 Informations relatives au bilan

### 4.1 Actif

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Les mouvements des immobilisations et des amortissements,
- ✓ L'état des créances au 31/12/2025,
- ✓ Les produits à recevoir,
- ✓ Le détail des charges constatées d'avance.

#### 4.1.1. Immobilisations inaliénables

Néant

#### 4.1.2. Donations temporaires d'usufruit

Néant

#### 4.1.3. Valorisation des dépréciations

En €uros	Montant en début d'exercice au 01/01/2025	Augmentations: dotations de l'exercice 2025	Diminutions: reprises de l'exercice 2025	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Dépréciations des immobilisations corporelles	0	0	0	0
Dépréciations des immobilisations financières	0	53 100	0	53 100
Dépréciations des stocks	0	0	0	0
Dépréciations des comptes clients	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>53 100</b>	<b>0</b>	<b>53 100</b>

### 4.2 Passif

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ L'état des dettes à la clôture,
- ✓ Le détail des produits constatés d'avance,

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- ✓ Le tableau de variation des fonds propres,
- ✓ Le détail des charges à payer.

## 4.2.1. Fonds dédiés et reportés

En €uros	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice
Variations des fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0	0	0
Variations des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	280 576	242 359	280 576	242 359
Variations des fonds dédiés sur subventions d'exploitation	19 577	1 854	19 577	1 854
Variations des fonds dédiés sur ressources liées à la GP	277	127	277	127
<b>TOTAL</b>	<b>300 431</b>	<b>244 340</b>	<b>300 431</b>	<b>244 340</b>

## 5 Informations relatives au compte de résultat

### 5.1 Ventilation des subventions

En €uros	Montant
Subventions d'investissements nouvelles au bilan	0
Subventions internationales	0
Subventions de l'Etat (Sub.ministérielle uniquement)	0
Subventions régionales	0
Subventions départementales	159 511
Subventions communales	83 797
Subventions des autres états publics et adm. sécurité sociale (dont CAF-ANCV)	19 639
Subventions Publiques Diverses	0
Subventions emplois aidés	149 095
Subventions perçues auprès d'une autre structure SPF	0
<b>TOTAL</b>	<b>412 042</b>



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## 5.2 Ventilation par nature des produits d'activités

Se reporter aux tableaux en dernière page concernant :

- ✓ L'évolution des produits d'activités

## 5.3 Effectif

Le nombre de salariés au 31 décembre 2025 est de : 26

Catégorie	Effectif au 31/12/2025
Employés	24
Agents de maîtrise	
Cadres	2

## 6 Autres informations

### Contributions volontaires en nature

Le comité bénéficie de contributions volontaires en nature qui sont présentées en pied de compte de résultat pour un montant de 7 330 325 Euros.

Détail des contributions volontaires en nature du comité en pied de CER en page suivante.

## 7 Compte d'emploi des ressources et Compte de résultat par origine et destination

Se reporter au tableau en page suivante.

Méthode de présentation :

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le SPF présente son Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et son Compte d'Emplois de Ressources (CER) pour l'exercice 2025 conformément à la publication du Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

## COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le CROD présente le compte de résultat en liste avec un comparatif N / N-1. Cet état fait également apparaître les produits liés à la générosité du public et leurs emplois en fonction de la destination des dépenses.

### 7.1.1 Les produits par origine

#### 7.1.1.1 Affectation des ressources au financement des emplois

L'affectation des ressources au financement des emplois est organisée de la manière suivante pour les ressources affectées :

- ☐ Les ressources affectées par les financeurs publics sont affectées conformément aux conventions signées,
- ☐ Les ressources issues de la générosité publique affectées par le donateur (particulier, testateur, mécène) sont affectées conformément aux souhaits de celui-ci,
- ☐ Les autres produits affectés sont affectés en fonction de l'accord conventionnel existant.

L'affectation au financement des emplois des ressources issues de la générosité publique non affectées est établie en fonction d'un ordre de priorité concourant à financer les emplois non couverts par les affectations précédentes. Ainsi, les fonds collectés auprès du public et non affectés financent en priorité :

- ☐ Les missions sociales,
- ☐ Les frais de recherche de fonds,
- ☐ Les frais de fonctionnement.

Ci-dessous, quelques précisions sur la composition des produits inscrits dans le CROD du SPF

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## 7.1.1.2 Les produits liés à la générosité du public

Le Conseil d'Administration de l'Association Nationale a défini la générosité publique : « Les ressources financières issues de la générosité publique se composent :

- ☐ Des dons manuels des personnes physiques, qu'ils soient affectés ou non affectés (liés à des campagnes ou hors campagne),
- ☐ Des legs, donations et assurances vie, qu'ils soient affectés ou non affectés,
- ☐ Des dons financiers des entreprises (mécénat) qu'il soit affecté ou non affecté,
- ☐ Des produits financiers issus des placements de ces ressources. »

De plus, le règlement prévoit que la rubrique « autres produits liés à la générosité du public » comprend les quotes-parts de générosité du public reçues, les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public.

7.1.1.3 Les produits non liés à la générosité du public se composent principalement à ce jour des contributions financières comprenant les dons financiers des fondations et associations, des ventes de marchandises et de prestations de services, des produits financiers, des plus ou moins-values de cession d'actifs, des participations des destinataires de la solidarité, des produits d'initiatives etc.

7.1.1.4 Les subventions et concours publics comprennent les subventions d'exploitation ainsi que les quotes-parts de subventions d'investissement réintégrées au cours de l'exercice au compte de résultat.

7.1.1.5 Les reprises sur provisions et dépréciations regroupent toutes les reprises de provisions conformément au compte de résultat.

7.1.1.6 Les utilisations de fonds dédiés antérieurs correspondent aux utilisations des fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit de la reprise des sommes reçues pour les activités de solidarité et non encore dépensées au 31/12/2024. Pour le détail des sommes utilisées en 2025, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

## 7.1.2. Les charges par destination

### 7.1.2.1. Les missions sociales au SPF

La définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

« Conformément aux statuts :

« Faisant leur la formule « tout ce qui est humain est nôtre », les adhérents aux présents statuts se regroupent dans un but unique : pratiquer la solidarité. »

Les articles 1/ b et c des statuts de l'Association nationale, des fédérations, des comités locaux et conseils de région du Secours populaire français définissent les missions sociales du Secours populaire français, qu'elles soient réalisées directement ou avec des partenaires en France ou à l'étranger :

« Ils se proposent de soutenir dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, au plan matériel, sanitaire, médical, moral et juridique, les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement et des conflits armés.

Ils rassemblent en leur sein des personnes de bonne volonté, enfants, jeunes et adultes, de toutes conditions, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, en veillant à développer avec elles la solidarité et toutes qualités humaines qui y sont liées.

Ils développent en permanence les structures et l'audience de l'association notamment par la création de comités locaux et de fédérations départementales.

Les missions sociales se déclinent de la manière suivante :

- ☐ Activités de solidarité liées aux urgences en France et dans le monde ;
- ☐ Activités de solidarité en France et dans le monde notamment dans les domaines suivants : alimentaire, logement, vestimentaire, santé, hygiène, accès à la culture, aux sports, aux loisirs, aux vacances, accompagnement scolaire, Pères Noël Verts, Journée des Oubliés des Vacances...
- ☐ Le développement des structures et de l'audience du SPF
- ☐ L'animation du réseau : soutien aux réseaux partenaires, accompagnement et soutien au réseau décentralisé SPF, gestion des donateurs et collecteurs, accueil et mise en mouvement des bénévoles et formation... »

## Définition et répartition des coûts directs et indirects

La définition et répartition des coûts directs et indirects du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Affectation des charges du compte de résultat aux rubriques du CROD et du CER :

- ☐ Coûts des missions sociales :
  - Coûts directs : Coûts des dépenses directes de la mission sociale ;
  - Coûts indirects : Coûts qui n'existeraient pas si la mission sociale disparaissait.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- ☐ Coûts de structure et de fonctionnement : principes des clés de répartition. »

La fédération s'est prononcée sur la nature des clefs de répartition qu'elle utilisera pour la répartition des coûts de structure et de fonctionnement. Cette répartition est entérinée par la voie de ses instances.

## 7.1.2.2. Frais de recherche de fonds

### Frais d'appel à la générosité du public

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ☐ conception, réalisation et envoi de publipostages,
- ☐ recherche et gestion des legs,
- ☐ frais de traitement des dons et des reçus fiscaux,
- ☐ campagne du Don'actions,
- ☐ frais de recherche de mécénat, partenariats d'entreprises.

### Frais de recherche d'autres ressources

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ☐ organisation d'initiatives, braderies,
- ☐ initiatives liées à la campagne du Don'actions,
- ☐ frais de recherche de fonds auprès de fondations et associations,
- ☐ frais de recherche de subventions publiques.

## 7.1.2.3. Frais de fonctionnement

Cette rubrique regroupe les dépenses de :

- ☐ Locaux,
- ☐ administration générale,
- ☐ communication.

## 7.1.2.4. Les dotations aux provisions et dépréciations regroupent toutes les dotations aux

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

provisions et dépréciations conformément au compte de résultat.

7.1.2.5. Les reports en fonds dédiés de l'exercice correspondent aux reports en fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit du report des fonds dédiés par des tiers financeurs collectés sur 2025 et non utilisés sur l'exercice pour les activités de solidarité. Pour le détail des sommes reçues en 2025 et non encore dépensées au 31/12/2025, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

## COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) présente uniquement les ressources collectées auprès du public ainsi que leurs emplois avec un comparatif N / N-1.

Ces données proviennent directement du CROD, ce sont les colonnes « dont générosité du public » du CROD.

Le CER affiche un excédent de 0 € sur 2025 pour les seuls fonds liés à la générosité du public.

Au pied du CER il est indiqué un solde de fonds liés à la générosité du public non utilisé de l'année précédente (« report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées (hors fonds dédiés) en début d'exercice »). Celui-ci s'élève pour le comité à 277 €.

Ce montant est utilisé pour calculer un nouveau solde en fin d'exercice en y ajoutant l'excédent de l'année et la variation d'investissements et désinvestissement de l'année.

Le solde de ressources liées à la générosité du public au 31/12/2025 du comité s'élève ainsi à 127 €, il viendra concourir à la poursuite des actions de solidarité sur les années futures.

## ETAT SEPARÉ DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ÉTRANGER POUR L'EXERCICE 2025

### (VERSION SYNTHÉTIQUE)

Le règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022 (modifiant le règlement ANC n°2018-06) issu de la transposition des nouvelles obligations comptables de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République prévoit la tenue d'un état séparé des avantages et ressources provenant :

- d'un Etat Etranger
- d'une personne morale étrangère
- d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ou
- d'une personne physique non-résidente en France

Le comité de Roubaix n'a pas reçu de don de l'étranger en 2025.



# Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains	80 793					80 793
	Constructions sur sol propre	706 612		20 230			726 842
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement	189 405		250 260			439 665
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 035		1 040			3 075
	Instal., agencement, aménagement divers	109 705					109 705
	Matériel de transport	233 474		9 390		10 689	232 175
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	96 322		16 412		1 571	111 163
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours	151 326				140 000	11 326
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 569 672		297 333		152 260	1 714 745
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	60 513		30		81	60 463
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	60 513		30		81	60 463
TOTAL		1 630 186		297 363		152 341	1 775 208

## Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	
<b>INCORPORELLES</b>	Frais d'établissement et de développement				
	Autres				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
<b>CORPORELLES</b>	Terrains				
	Constructions sur sol propre	100 412	24 553		124 965
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	68 813	35 493		104 306
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 159	550		1 709
	Autres instal., agencement, aménagement divers	50 236	9 262		59 498
	Matériel de transport	175 997	32 310	10 689	197 618
	Matériel de bureau, mobilier	68 628	10 791	1 571	77 849
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>465 246</b>	<b>112 959</b>	<b>12 260</b>	<b>565 946</b>
<b>TOTAL</b>		<b>465 246</b>	<b>112 959</b>	<b>12 260</b>	<b>565 946</b>

# Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	53 506	53 156	350
	Autres immobilisations financières	6 957	6 957	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	3 465	3 465	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	2 585	2 585	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	73 665	73 665	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	999	999	
	Charges constatées d'avance	17 243	17 243	
TOTAL DES CREANCES		158 421	158 071	350
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice		51		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	503 330	50 324	207 433	245 573
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	123 487	123 487		
	Personnel et comptes rattachés	18 295	18 295		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	29 792	29 792		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	4 372	4 372		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	1 136	1 136		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	32 617	32 617		
TOTAL DES DETTES		713 028	260 022	207 433	245 573
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		49 722			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



Etat exprimé en **euros**  
Règlement ANC 2022-06

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	424					424
Fonds propres avec droit de reprise						
Ecarts de réévaluation						
Réserves statutaires ou contractuelles						
Réserves pour projet de l'entité						
Autres réserves						
Report à nouveau	420 515	87 223				507 738
Excédent ou déficit de l'exercice	87 223	(87 223)	114 622			114 622
<b>Situation nette</b>	<b>508 162</b>		<b>114 622</b>			<b>622 783</b>
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement						
Provisions réglementées						
<b>TOTAL</b>	<b>508 162</b>		<b>114 622</b>			<b>622 783</b>

## Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
<b>Charges constatées d'avance - EXPLOITATION</b> Charges diverses année 2026		17 243	17 243
<b>Charges constatées d'avance - FINANCIERES</b>			
<b>Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>17 243</b>

--

## Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2025
<b>Produits constatés d'avance - EXPLOITATION</b>			<b>32 617</b>
Magenta avoir standard téléphonique 2026		5 200	
CPAM 2026		2 500	
Subvention Préfecture Ecrivain Public 2026		24 917	
<b>Produits constatés d'avance - FINANCIERS</b>			
<b>Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>32 617</b>



## Produits à recevoir

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

Total des Produits à recevoir		74 278
Autres créances		74 278
SUBVENT° D'EXPLOITATION	73 665	
PRODUITS A RECEVOIR	613	

## Charges à payer

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

<b>Total des Charges à payer</b>		<b>48 717</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b> <i>FACTURES NON PARVENUES</i>	26 712	<b>26 712</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b> <i>PROVISION/CONGES PAYES</i> <i>CHARGES SOCIALES/CONGES PAYES</i>	17 922 2 947	<b>20 869</b>
<b>Autres dettes</b> <i>CHARGES A PAYER</i>	1 136	<b>1 136</b>

CTE BB 059 0 59100 001141		Comité roubaix		2025	10/04/2026 14:05:41
CER					
EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-MISSIONS SOCIALES			1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	20 093	35 581	1.2 Dons, legs et mécénat		
- Versements à un organisme central ou à	1	0	- Dons manuels	5 094	5 786
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	51	-7	- Mécénat	15 000	30 050
- Versements à un organisme central ou à	99	-15	1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	0	0			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0	0			
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	0	0			
TOTAL DES EMPLOIS	20 244	35 559	TOTAL DES RESSOURCES	20 094	35 836
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0
5-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	127	277	3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	277	0
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0
TOTAL	20 371	35 836	TOTAL	20 371	35 836

RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	0	0
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	-	-
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	-	-

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024		EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
- Réalisées en France	6 810 602	3 722 244	- Bénévolat	3 083 038	1 580 710
- Réalisées à l'étranger	67 401	83 132	- Prestations en nature	0	0
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA	466	731	- Dons en nature	4 234 871	2 452 517
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU	439 440	227 120			
TOTAL	7 317 909	4 033 227	TOTAL	7 317 909	4 033 227

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	277	0
(-) Utilisation	277	0
(+) Report	127	277
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	127	277



CROD				
A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations	0	0	0	0
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	5 094	5 094	5 786	5 786
- Legs, donations et assurances-vie	0	0	0	0
- Mécénat	15 000	15 000	30 050	30 050
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0	0	0
2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations statutaires	0		0	
2.2 Parrainage des entreprises	0		0	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	27 481		18 759	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	1 335 262		1 396 148	
3-SUBVENTIONS	412 042		574 818	
4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	0	0
5-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	300 431	277	367 330	0
TOTAL	2 095 310	20 371	2 392 890	35 836
CHARGES PAR DESTINATION				
1-MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	1 404 273	20 093	1 610 360	35 581
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	2 000	1	375	0
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	12 490	51	31 847	-7
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	24 310	99	73 611	-15
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	0	0	0	0
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	255	0	927	0
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	239 921	0	288 117	0
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	53 100	0	0	0
5-IMPOT SUR LES BENEFICES				
6-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	244 340	127	300 431	277
TOTAL	1 980 688	20 371	2 305 667	35 836
EXCEDENT OU DEFICIT	114 622	0	87 223	0

B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
- Bénévolat	3 083 038	3 083 038	1 580 710	1 580 710
- Prestations en nature	0	0	0	0
- Dons en nature	4 234 871	4 234 871	2 452 517	2 452 517
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	0		0	
3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
- Prestations en nature	2 500		17 650	
- Dons en nature	0		0	
TOTAL	7 320 409	7 317 909	4 050 877	4 033 227
CHARGES PAR DESTINATION				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
- Réalisées en France	6 812 691	6 810 602	3 736 422	3 722 244
- Réalisées à l'étranger	67 456	67 401	84 060	83 132
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	467	466	739	731
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	439 796	439 440	229 656	227 120
TOTAL	7 320 409	7 317 909	4 050 877	4 033 227



## Compte de résultat – Evolution des produits d'activités inscrits au compte de résultat

Comité roubaix - CTE BB 059 0 59100 001141

Exercice : 2025

En Euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Vente de biens et services	19 762	24 213
Concours publics et subventions d'exploitations	412 042	574 818
Dons manuels	5 094	5 786
Mécénats	15 000	30 050
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Autres produits liés à la GP	0	0
Contributions financières	27 481	18 759
Reprises sur provision et transferts de charges	0	6 741
Utilisations des fonds dédiés	300 431	367 330
Participations des destinataires de la solidarité	1 182 579	1 219 717
Produits d'initiatives	129 082	141 216
Produits des cessions d'immobilisations	1 913	
Autres produits	493	234
<b>TOTAL</b>	<b>2 093 876</b>	<b>2 388 863</b>

